

LES DANGERS DE LA GLOBALISATION DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT : L'EXEMPLE DU SAFARI CLUB

Histoire du Safari Club

Dans les années 1970, aux États-Unis, les réformes mises en place après le [scandale du Watergate](#) amenèrent à des restrictions légales et budgétaires sur la [CIA](#). Sous la présidence de **James Carter**, le contrôle de cette agence de renseignement par le Congrès américain fit grincer des dents à d'importants officiers et retraités qui lui étaient liés. En réponse à ce repli, un réseau alternatif appelé le [Safari Club](#) fut mis en place. Le prince **Turki Ben Fayçal**, n°1 des services de renseignement saoudiens, déclara à ce propos aux anciens élèves de l'[Université de Georgetown](#) en février 2002 : « *Afin de compenser cela [le bridage de la CIA], un groupe de pays se réunit dans l'espoir de combattre le communisme, et mis en place ce qui fut appelé le Safari Club. Celui-ci incluait la France, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, le Maroc et l'Iran* »¹.

Initialement, le [Safari Club](#) est le nom d'une résidence située au Kenya et accueillant des réunions élitistes. Elle appartenait à l'homme d'affaires saoudien **Adnan Khashoggi**, tout simplement considéré comme l'homme le plus riche du monde à cette époque. Le nom de [Safari Club](#) fut conservé lorsque le 1^{er} septembre 1976, il se muta en une véritable agence de renseignement parallèle et que son QG fut déplacé du Kenya vers Le Caire, en Égypte. La paternité de cette nouvelle entité est attribuée au comte **Alexandre de Marenches**, n°1 des services de renseignement français extérieurs de l'époque (le [Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage](#)), qui était inquiet des avancées soviétiques et cubaines, notamment en Afrique. Ce club peut être considéré comme une coalition anticommuniste, entreprise avec le chef des renseignements saoudiens de l'époque **Kamal Adham** (ami d'**Adnan Khashoggi**), l'homme d'État égyptien **Anouar Al-Sadate** et le Shah d'Iran **Mohammad Reza Pahlavi**, afin de poursuivre les opérations qui devenaient délicates à mener pour la [CIA](#). Selon l'[hebdomadaire Jeune Afrique](#), le [Safari Club](#) aurait permis de monter un certain nombre d'interventions armées en Afrique et au Proche-Orient de 1977 à 1981 et durant la guerre d'Afghanistan (1979-1989).

¹ Peter Dale Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial : 50 ans d'ambitions secrètes des États-Unis*, Éditions Demi-Lune, 2010.

L'enseignant-chercheur ougandais **Mahmod Mamdani** perçoit cette structure alternative de renseignement comme une conséquence de la recherche par Washington de nouveaux soutiens extérieurs, après l'échec de l'intervention conjointe des États-Unis et de l'Afrique du Sud en Angola au milieu des années 70. Selon lui, l'alliance du Safari Club fut mise en place avec la bénédiction du secrétaire d'État américain **Henry Kissinger**². En d'autres termes, cette structure secrète aurait été validée par le n°1 du Département d'État chargé des Affaires étrangères, également membre du cabinet, l'organisme le plus puissant du pouvoir exécutif américain. Selon le journaliste américain **John Cooley**, le Safari Club serait carrément le résultat d'une réflexion d'**Henry Kissinger** suite à la guerre du Vietnam et au scandale du Watergate : à l'avenir, la CIA devra sous-traiter les opérations sensibles à d'autres structures afin d'éviter les retombées en cas d'échec³.

Les prérogatives de cette structure alternative ne se cantonnaient donc pas uniquement l'échange de renseignements, mais comprenaient également la conduite d'opérations clandestines que la CIA ne pouvait plus mener directement en raison des réformes post-Watergate. Nous souhaitons mettre en valeur l'aspect déterminant de ce phénomène : les décisions prises par le Safari Club ne relevaient pas et n'étaient pas le fruit d'un pouvoir politique élu ; elles pouvaient même aller à son encontre. Ce fait peut aussi être compris sous l'angle de l'antagonisme historique entre la CIA et la Maison-Blanche depuis l'échec du débarquement de la Baie des Cochons et le limogeage du directeur de la CIA de l'époque, **Allen Dulles**. Beaucoup de présidents américains ont essayé de contrôler cette agence, avec peu de succès⁴. Nous verrons comment se débrouillera **Donald Trump** face à cette question, sachant que la CIA a (presque) tout fait pour qu'il ne parvienne pas à la présidence étasunienne.

Selon le journaliste d'investigation **Joseph Trento**, le Safari Club a utilisé un réseau de banques afin de financer ses opérations de renseignement. Avec l'approbation officielle de **George H. W. Bush**, à l'époque à la tête de la CIA, **Kamal Adham** transforma une petite banque pakistanaise, la Bank of Credit and Commerce International, en une machine internationale de blanchissement d'argent, dans le but de financer les opérations clandestines du Safari Club⁵.

² Mahmod Mamdani, *Good Muslim, Bad Muslim: America, the Cold War, and the Roots of Terror*, Pantheon, New York, 2004.

³ John K. Cooley, *CIA et Jihad, 1950-2002 : Contre l'URSS, une désastreuse alliance*, Autrement, 2002.

⁴ Peter Dale Scott, *La Machine de guerre américaine : La politique profonde, la CIA, la drogue, l'Afghanistan*, Éditions Demi-Lune, 2012.

⁵ Peter Dale Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial : 50 ans d'ambitions secrètes des États-Unis*, Éditions Demi-Lune, 2010, p.102.

Les principaux succès du Safari Club

- Selon l'historien et collaborateur de l'hebdomadaire *L'express* **Jean-Christophe Notin**, le premier succès du Safari Club réside dans son soutien à l'homme d'État **Mobutu Sese Seko** au Congo⁶.
- Selon **Mahmod Mamdani**, le rapprochement historique entre l'Égypte et Israël, deux alliés stratégiques des États-Unis, à la fin des années 1970 fut grandement influencé par le Safari Club.
- Selon le journaliste d'investigation américain **Robert Parry**, **Alexandre de Marenches** organisait des rencontres entre le directeur de la CIA, **William Casey**, et des émissaires iraniens et israéliens à Paris en juillet et octobre 1980. **Casey** avait notamment promis à l'Iran de lui livrer du matériel militaire étasunien et israélien en échange d'un décalage de la libération des otages de Téhéran, pour la synchroniser avec l'accession de **Ronald Reagan** à la présidence.
- Selon l'universitaire canadien **Peter Dale Scott**, **Casey** engagea également dans les années 1980 la guerre secrète en Afghanistan, hors du cadre bureaucratique de la CIA. Une opération conjointe, entre autres, avec les directeurs des services de renseignement saoudien (GID), **Kamal Adham** et son neveu et successeur le prince **Turki Ben Fayçal**, et avec le général **Akhtar Abdur Rahman**, directeur des services de renseignement pakistanais (ISI). La création d'une légion étrangère appelée les « *Arabes Afghans* », chargée d'aider les moudjahidines afghans à combattre les Soviétiques, résulterait de ces alliances effectuées au sein du Safari Club. Ces « *Arabes Afghans* » venus de l'étranger étaient également soutenus par le Maktab Al-Khidamat (MAK) du Jordano-Palestinien **Abdullah Azzam** (mentor d'**Oussama Ben Laden**), depuis les bureaux de la Ligue Islamique Mondiale et des Frères Musulmans à Peshawar, au Pakistan. Cette guerre secrète est appelée l'Opération Cyclone. La relation qu'entretenait la CIA avec les « *Arabes afghans* », le MAK et **Oussama Ben Laden** fait encore l'objet de

⁶ Jean-Christophe Notin, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan: 1979-2011*, Éditions Fayard, 2011.

nombreux débats. Dans tous les cas, ce soutien opérationnel objectif deviendra plus tard connu sous le nom d'Al-Qaïda⁷. Ces résultats seraient donc la conséquence des décisions majeures prises au sein de l'agence de renseignement informelle Safari Club, pour mener à bien des opérations secrètes sans entrave gouvernementale.

Quel rapport avec notre époque ?

Avec le phénomène terroriste contemporain, des tendances inquiétantes sont en train de voir le jour. Il y a peu, l'ancien directeur de la CIA, **David Petraeus**, conseillait au gouvernement des États-Unis de collaborer avec les déçus d'Al-Qaïda pour lutter contre l'État Islamique. Inutile de s'étendre sur la dimension extraordinairement *novatrice* d'une telle proposition : si le Safari Club n'existe plus, d'autres agences gardent un pouvoir aussi puissant qu'opaque. Europol est par exemple en train d'accélérer la centralisation du renseignement européen et accroît de plus en plus ses prérogatives pour lutter contre le terrorisme, parallèlement à la réforme du système d'information Schengen, une base de données européenne qui rassemble 64 millions de signalements (objets, personnes recherchées, soupçon de terrorisme, etc.). Si la coopération internationale des polices peut avoir des effets bénéfiques, cette globalisation du renseignement, et des tendances à l'autonomie politique qui en découlent, risquent d'amener à de sérieuses dérives comme le montre l'exemple du Safari Club. La question du contrôle de ces structures supranationales centralisées doit donc se poser, car les bonnes volontés de la Commission européenne et des députés européens ne suffiront pas à contenir le pouvoir gargantuesque d'une poignée de cercles d'experts contrôlant intégralement les flux de datas à une échelle supranationale. Le monopole étatique sur cette question est déjà assez inquiétant pour ne pas l'étendre davantage, sachant que le gros de la récupération de données revient dans tous les cas aux pieuvres NSA, Five Eyes et consorts, sous le regard apathique de nos zélites.

Pour étayer ce sujet, nous vous renvoyons vers un précédent article qui tente de démontrer que les conséquences politico-juridiques profondes du terrorisme actuel amèneront inévitablement à une centralisation supranationale de plus en plus poussée de nos données et métadonnées. Effectivement, cette analyse de la centralisation du renseignement à l'échelle internationale doit obligatoirement être couplée avec celle de la captation massive des métadonnées par les multinationales nord-américaines du numérique, qui ont encore plus de moyens et de

⁷ Peter Dale Scott, *L'État profond américain : La finance, le pétrole, et la guerre perpétuelle*, Éditions Demi-Lune, 2015.

compétences. S'il y a des risques élevés quant à une concentration et une centralisation plus poussées des services de renseignement internationaux (avec ses limites : concurrences, intérêts stratégiques, etc.), il y a réellement danger en cas d'association avec le secteur privé, et particulièrement s'il est américain, chinois ou russe (qui, eux, ne délaisse pas leur stratégie de puissance et leur intérêt national). Ne parlons pas du puissant américain Palantir, **initialement financé par des fonds de la CIA**, qui va bientôt sous-traiter pour le renseignement intérieur français. C'est temporaire nous dit-on. Il ne tient qu'à nous de nous prémunir en protégeant nos datas, autant que faire se peut, par le biais du logiciel libre et de la vigilance constante.

Franck Pengam, Janvier 2017.